

N° 638  
DU 21 AU 27 JANVIER 2012

1,5€

10, rue de Solférino  
75333 Paris Cedex 07  
Tél.: 01 45 56 77 52 - Fax: 01 47 05 27 70  
hebdo@parti-socialiste.frDIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR  
DE LA PUBLICATION • David Assouline  
• CO-DIRECTRICE DE LA PUBLICATION •  
Marie-Emmanuelle Assidon  
• RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat  
• JOURNALISTE RÉDACTRICE  
Charlotte Collonge (76 58) • PHOTO  
Philippe Grangeaud (76 00) • MAQUETTE  
Florent Chagnon (79 44) • FLASHAGE ET  
IMPRESSION PGE (94)  
Saint-Mandé  
• N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223  
• ISSN 127786772"L'hebdo des socialistes" est édité par  
Solfé Communications, tiré  
à 27 500 exemplaires**Reportage**MARTINE AUBRY ET FRANÇOIS  
HOLLANDE EN LORRAINE

Page 3

**Outil militant**INVITATION AU MEETING  
DU 22 JANVIER AU BOURGET

Page 4

## DÉPLACEMENT À THIONVILLE ET À GANDRANGE

**En finir avec les manquements  
à la parole donnée**

## L'AGENDA

**22 janvier**

## ► Événement

Rassemblement des  
Secrétaires de section  
et meeting national**24 janvier**

## ► Déplacement

François Hollande  
à Toulon**26 janvier**

## ► Médias

François Hollande  
invité de l'émission "Des  
paroles et des actes"  
sur France 2Retrouvez l'agenda sur  
parti-socialiste.fr



## L'info en continu

Bernard Cazeneuve, porte-parole de François Hollande, 15/01/12

### Dégradation de la note

« Le silence de Nicolas Sarkozy sur la dégradation de la notation de la France et les propos inutilement agressifs de François Fillon relèvent d'une même médiocre stratégie, celle de la défiance organisée. Les Français savent désormais que les sacrifices qui leur ont été imposés depuis des mois l'ont été en pure perte, puisque la promesse du maintien de la notation de la France n'a pas été tenue et que notre pays a décroché par rapport à l'Allemagne. »

Laurent Fabius, 16/01/12

### Gérard Longuet

« C'est une mauvaise saillie de M. Longuet, une comparaison déplacée. Comme disait Schiller, "contre la bêtise, même les dieux ne peuvent rien". »

Victorin Lurel, responsable du pôle outre-mer, 17/01/12

### Triple A

« Jean-François Copé, président de l'UMP, a moqué les propos de François Hollande sur la perte du triple A de la France depuis les Antilles, comme si les Antilles n'étaient pas la France. Ne lui en déplaise, les Outre-mer font partie de la République française ! Parler de feu le triple A depuis Paris, Pointe-à-Pitre ou Gandrange, c'est parler depuis le territoire français d'un seul et même échec cuisant. »

## LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

# 612 milliards

C'est en euros le montant de l'augmentation de la dette publique lors du quinquennat de Nicolas Sarkozy.

COMMUNIQUÉ DE MARTINE AUBRY

## « La perte du triple A a un seul responsable : M. Sarkozy »

« La France a perdu son triple A : quoi que l'on pense des agences de notation, c'est une mauvaise nouvelle, et ce d'autant plus que ce sont les Français qui vont en payer le prix. Elle aurait pu être évitée.

Cette perte du triple A sanctionne la politique suivie depuis 2007. M. Sarkozy restera le président de la dégradation de la France.

M. Sarkozy avait dit qu'il ferait tout pour garder le triple A, qu'il avait érigé en "trésor national". En réalité, il a fait le contraire de ce qui était nécessaire et juste. Il aurait fallu relancer la croissance : il a fait le choix de l'austérité. Il

aurait fallu mettre fin aux excès de la finance : il y a renoncé. Il aurait fallu supprimer les niches fiscales injustes et l'ensemble des cadeaux fiscaux distribués aux plus riches : il a toujours refusé. Il aurait fallu un plan européen d'urgence pour relancer la croissance et l'emploi : le duo Merkel-Sarkozy n'a proposé qu'un traité incertain sur une lointaine discipline budgétaire.

Le président de la République a passé une partie de son mandat à faire des cadeaux fiscaux aux plus favorisés et une seconde à les faire payer aux classes populaires et moyennes, avec la casse des retraites, des services publics, deux

plans d'austérité de 20 milliards d'euros, sans compter la hausse à venir de la TVA.

Et demain, les Français auront aussi les conséquences de la dégradation de la note de la France : un crédit plus cher, des déficits encore creusés, une consommation et des investissements encore en baisse.

La perte du triple A a un seul responsable : M. Sarkozy. Il est temps que la France emprunte un autre chemin : le chemin du redressement dans la justice avec François Hollande. »

AU PARLEMENT

## Les socialistes à l'offensive

### À l'Assemblée nationale

#### IGS

Les poursuites judiciaires intentées par le ministre de l'Intérieur contre Bruno Le Roux relèvent « d'une tentative inadmissible d'étouffer le scandale de l'IGS par l'intimidation », a vitupéré Jean-Marc Ayrault. « La machination qui a conduit l'IGS à monter des accusations fausses contre des fonctionnaires de police intègres pour des raisons politiques est une affaire très grave. C'est notre mission de contrôle parlementaire de demander des comptes à M. Guéant qui a assumé la tutelle directe de cette administration et aucune menace ne nous intimidera », a-t-il conclu.

**Déclaration du président de l'Assemblée nationale**  
Jean-Marc Ayrault a également

envoyé une lettre à Bernard Accoyer pour protester contre les insinuations de son discours de vœux à la presse où il a laissé entendre que la victoire de la gauche aux élections « pourrait avoir des conséquences économiques et sociales comparables à celles provoquées par une guerre ».

#### Note française

« Rançon d'un quinquennat calamiteux », comme l'a qualifiée le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, la dégradation de la note est « la faillite d'une gestion erratique qui a fait exploser la dette et conduit à la récession ». « M. Sarkozy restera comme le président qui a dégradé la France », a-t-il ajouté.

### Au Parlement européen

**Nouveau président**  
Le Parlement européen a élu

Martin Schulz à sa présidence, avec une majorité absolue de 387 voix, pour les deux ans et demi à venir. Une élection dont s'est félicitée Catherine Trautmann : « Nous sommes convaincus qu'il a la capacité, l'expérience, l'énergie et le courage pour porter la voix des citoyens européens face au Conseil et à la Commission, et saura offrir une alternative à la politique du duo Sarkozy. » La présidente de la délégation socialiste française l'a soutenu avec force face aux accusations de Jean-Luc Mélenchon de soutenir « l'austérité et le libéralisme ». « On ne peut que regretter que Jean-Luc Mélenchon se trompe une nouvelle fois de cible, et accrédite à demi-mots une nouvelle théorie du "complot" : c'est la droite qu'il faut combattre, jour après jour, dans le travail parlementaire et dans le débat public », a-t-elle conclu.

# « C'est une politique qui a été dégradée, ce n'est pas la France »

« La France vient de perdre son triple A. Je n'ai jamais fait des agences de notation la référence ultime pour juger les politiques conduites par les États et encore moins par le nôtre.

Je déplore que l'Europe ne se soit pas dotée d'une agence publique indépendante pour évaluer la capacité des pays de la zone euro à rembourser leurs emprunts. La dégradation de notre note financière est grave à double titre : elle traduit un décrochage, celui de la France par rapport à l'Allemagne puisque nous ne figurons plus dans la même catégorie de pays. L'Allemagne a gardé son triple A, nous l'avons perdu. Et en plus, nous avons décroché d'un cran avec une perspective négative. La dégradation présente le risque de renchérir le coût de notre emprunt pour l'année qui vient : 180 milliards d'euros doivent être recherchés sur les marchés. Tout écart de taux d'intérêt aura donc pour conséquence d'alourdir la charge des intérêts d'emprunt et forcément de déséquilibrer davantage le déficit budgétaire. Ce sont les Français qui risquent de payer la conséquence de cette dégradation. Nicolas Sarkozy avait fait de la conservation du triple A un objectif de sa politique, avait-il dit, une obligation pour son gouvernement. C'est ainsi qu'avaient été justifiés pas moins de deux plans de rigueur en quatre mois. Cette bataille, et je le regrette, a été perdue. C'est la crédibilité de la stratégie conduite depuis 2007 qui est ainsi mise en cause : elle a manqué de cohérence, de constance et de clairvoyance, et surtout de résultats ! Nos déficits ont été considérablement augmentés, la dette atteint un record historique - 600 milliards de dette supplémentaires depuis 2007 - et notre compétitivité a également été affaiblie avec un déficit commercial de 75 milliards d'euros. Ce sont donc ces justifications-là qui ont conduit une agence à nous dégrader. C'est une politique qui a été dégradée, ce n'est pas la France. Notre pays dispose d'atouts considérables : une démographie dynamique, une productivité élevée, un savoir-faire reconnu, une qualité de services publics et une épargne abondante.

Notre pays, la France, peut réussir son redressement, mais à plusieurs conditions :

- la première, c'est d'avoir une stratégie de rétablissement de nos comptes publics, avec une programmation réaliste, un retour à l'équilibre vers 2017 et le souci à chaque étape de concilier effort et croissance.

- la seconde condition, c'est le soutien de l'activité et de l'emploi. Il n'y aura pas de maîtrise de la dette s'il n'y a pas une capacité pour la France à produire plus et produire mieux. C'est pourquoi j'ai fait cette proposition d'un pacte productif pour notre pays.

- la troisième condition, c'est la justice, sans laquelle il n'y aura pas d'effort partagé. La réforme fiscale est un préalable. Il ne peut pas être question, chacun peut le comprendre, de demander des sacrifices aux Français, si les privilégiés, eux-mêmes, y échappent. C'est tout l'enjeu du scrutin de 2012 : mettre la France sur le chemin du redressement, dans la justice et par la croissance. L'autre enjeu qui est également souligné par les décisions de vendredi soir : c'est la sortie de la crise de la zone euro. Car rien n'est réglé. Après 16 sommets de la dernière chance, et avec autant de communiqués de victoire, nous constatons que la Grèce est au bord de la rupture ; que l'Espagne, l'Italie, le Portugal ont été dégradés à un point tel que la question de leur accès au financement est posée, avec des conséquences très graves en terme de coût de cet endettement. L'accord européen du mois de décembre est d'ores et déjà regardé comme insuffisant, et il l'est ! D'où la nécessité d'y ajouter ce que j'ai moi-même avancé il y a plusieurs semaines : c'est-à-dire une dimension de croissance et de changer les modes d'interventions de la Banque centrale européenne, au bénéfice des États et non plus seulement des banques. Dans ce moment difficile pour la France et pour l'Europe, chacun doit faire preuve de responsabilité. Rien n'est pire que la fuite en avant et l'improvisation. Je demande au gouvernement d'être conscient que ce n'est pas une nouvelle annonce de mesures fiscales qui viendra rassurer les Français et même les marchés. Pour ma part, je dis aux Français que nous avons les moyens de réussir notre redressement dans la justice et avec une volonté commune de préparer l'avenir. Ma volonté, dans cette campagne qui s'ouvre, et ensuite si les Français m'accordent leur soutien, c'est de redonner la confiance indispensable à la France et de considérer que ce qui doit être changé ce n'est pas le rapport aux agences de notation ou aux marchés, mais le rapport que les Français entretiennent avec leur dirigeants, avec lesquels ils doivent être en mobilisation pour que notre pays soit le seul enjeu des élections qui viennent. »

## REPORTAGE

# « Lever la confiance des Français »

Gérard a 55 ans. Cela fait 40 ans qu'il travaille dans l'aciérie Akers de Thionville. Calcul rapide, Gérard a donc commencé à travailler à 15 ans. « Je suis passé par le centre d'apprentissage à l'entrée de l'usine. J'ai débuté comme 3<sup>e</sup> vendeur, puis 2<sup>e</sup> et enfin premier. Après je suis devenu opérateur au four. » Son école de maîtrise terminée, il devient contremaître en 1984. Depuis 1994 il est responsable du parc à ferrailles et du four qui peut cracher jusqu'à 75 tonnes d'acier qui deviendront des barres, des cylindres, des pièces pour des centrales nucléaires ou de l'outillage. Gérard est fier de son parcours et ne compte pas s'arrêter là. « Je prendrai ma retraite en 2016, j'aimerais continuer deux ans encore pour former des jeunes ». Alors quand François Hollande loue « la fierté qui doit être celle des Lorrains quant à leur savoir-faire et à la qualité de leur travail », cela résonne dans la tête de Gérard. En déplacement en Lorraine avec Martine Aubry, le candidat à l'élection présidentielle a une fois de plus rappelé son engagement en faveur de la politique industrielle française. « Si j'ai voulu venir ici, a-t-il expliqué, ce n'est pas pour montrer un attachement sentimental à l'industrie, mais pour montrer un attachement durable à une politique industrielle. Cela suppose une vision de l'État, de mobiliser des capitaux, de faire naître des réseaux entre les pôles de compétitivité, d'aménager la fiscalité et de développer la formation. Il s'agit de convaincre les jeunes qu'il y a de l'avenir dans l'industrie, c'est aussi l'idée du contrat de générations.

*L'industrie veut vivre car elle a les moyens de réussir.* » Martine Aubry, remerciée par des ouvriers de l'usine pour les 35 heures, a ainsi rappelé que « L'emploi avait été oublié par Nicolas Sarkozy. François Hollande lui, pose le redressement productif de la France pour créer de l'emploi, a-t-elle développé, le président sortant devrait d'ailleurs écouter ce message, notre prochain président, lui, sait déjà tout ça par cœur. » Martine Aubry et François Hollande ont ensuite rencontré une délégation de salariés d'Arcelor Mittal à Gandrange, une ville « devenue le symbole des manquements à la parole donnée », a défini François Hollande. En 2008, Nicolas Sarkozy avait en effet promis aux salariés de l'usine Arcelor que l'État prendrait en charge tout ou partie des investissements nécessaires au maintien de l'activité. Un an plus tard, l'usine fermait définitivement. Les salariés avaient alors inauguré une plaque aux promesses non-tenues en souvenir des déclarations du chef de l'État. « Je ne souhaite pas une seconde plaque à Gandrange, a conclu François Hollande, qui signifierait encore une fois que le président n'a pas tenu ses promesses. Je ne suis pas venu pour laisser croire que dès l'élection tout sera possible, mais pour dire que tout sera fait pour que les objectifs soient clairs et que la mobilisation des moyens soit assurée. Mon engagement est de lever la confiance des Français ».

---

# FRANÇOIS HOLLANDE GRAND RASSEMBLEMENT

---



**LE 22 JANVIER À 13H30  
AU BOURGET  
HALL 2 PARC DES EXPOSITIONS**

ACCÈS : RER B - LE BOURGET, MÉTRO LIGNE 7 -  
LA COURNEUVE 8 MAI 1945, ET BUS 152, 350 -  
MICHELET PARC D'EXPOSITIONS, AUTOROUTE A1

[francoishollande.fr](http://francoishollande.fr)